

Cote du document: EB 2019/127/R.28  
Point de l'ordre du jour: 8 d) ii) b)  
Date: 13 août 2019  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt**

### **République fédérale démocratique d'Éthiopie**

### **Projet de renforcement de la résilience des moyens d'existence dans les basses terres**

Numéro du projet: 2000001598

#### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

##### **Ulaş Demirag**

Directeur de pays  
Division Afrique orientale et australe  
téléphone: +251 1 1617 2439  
courriel: u.demirag@ifad.org

##### **Harold Liversage**

Spécialiste technique principal - Régimes fonciers  
Division production durable, marchés et  
institutions  
téléphone: +39 06 5459 2173  
e-mail: h.liversage@ifad.org

##### Transmission des documents:

##### **Deirdre McGrenra**

Cheffe  
Gouvernance institutionnelle et  
relations avec les États membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-septième session  
Rome, 10-12 septembre 2019

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	3
<b>II. Description du projet</b>	<b>3</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles du projet	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	5
<b>III. Risques</b>	<b>8</b>
A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classification au regard des risques climatiques	9
D. Soutenabilité de la dette	9
<b>IV. Mise en œuvre</b>	<b>10</b>
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans de mise en œuvre	12
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>12</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>12</b>

### Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Results chain

---

#### Équipe d'exécution du projet

---

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Ulaş Demirag
Responsable technique du projet:	Harold Liversage
Responsable de la gestion financière:	Claudio Mainella
Spécialiste climat et environnement:	Paxina Chileshe
Juriste:	Puri Tola Satué

---

## **Sigles et acronymes**

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
IDA	Association internationale de développement
S&E	Suivi-évaluation

## Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.  
 Source: FIDA; 18/03/2019

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	Banque mondiale et FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République fédérale démocratique d'Éthiopie
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de la Paix
<b>Coût total du projet:</b>	451 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA*:</b>	65,33 millions de DTS (équivalant approximativement à 90 millions d'USD)
<b>Montant du financement du FIDA (action climatique) **::</b>	34,08 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Conditions particulièrement favorables***
<b>Cofinanceur:</b>	Association internationale de développement (IDA)
<b>Montant du cofinancement:</b>	IDA: 350 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Prêt de l'IDA à 80% (conditions particulièrement favorables), don de l'IDA de 20% au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	0,00 USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	11 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	IDA et FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	IDA

\* Les conditions de prêt ont été assouplies et sont passées de particulièrement favorables à une combinaison de conditions relevant du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) et de conditions particulièrement favorables. L'emprunteur s'est engagé à utiliser la partie don du système d'allocation fondé sur la performance pour un autre projet.

\*\* Selon les méthodes des banques multilatérales de développement relatives au financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets.

\*\*\* La partie don du Système d'allocation fondé sur la performance de FIDA11 sera utilisée pour un autre projet.

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 55.

### I. Contexte

#### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

##### Contexte national

1. Avec une population estimée à 102,4 millions d'habitants en 2016, l'Éthiopie est l'une des économies les plus dynamiques du monde. Selon les prévisions du Fonds monétaire international, le taux de croissance du pays devrait être de 8,5% en 2018. Le taux d'extrême pauvreté a chuté, passant de 55% en 2000 à 24% en 2016. Le revenu national par habitant de l'Éthiopie est passé de 350 USD en 2010 à 993 USD en 2017. Malgré ces progrès, l'Éthiopie reste l'un des pays les plus pauvres du monde et se classe 173<sup>e</sup> sur 189 pays selon l'indice de développement humain 2017 du Programme des Nations Unies pour le développement (0,463).
2. Les basses terres arides et semi-arides du pays représentent 60% de sa superficie et rassemblent entre 12 et 14% de sa population, qui se compose principalement de communautés pastorales et agropastorales. La majorité des communautés pastorales et agropastorales sont à la traîne pour la plupart des indicateurs sociaux et économiques, et leurs moyens d'existence sont très vulnérables à une multitude de chocs.
3. Les systèmes de subsistance des communautés pastorales et agropastorales sont complexes et ont été soumis: i) à l'augmentation de la fréquence et de la gravité des sécheresses; ii) à la dégradation rapide des parcours avec l'expansion des espèces envahissantes (par exemple le prosopis); iii) à l'environnement géopolitique instable et à l'insécurité dans certaines régions; iv) à l'accès réduit aux pâturages et à leur faible disponibilité en raison du clôturage privé des pâturages, des petits et grands projets agricoles commerciaux, de l'urbanisation et des mégaprojets; v) au fardeau des systèmes traditionnels des clans, des accords croisés et des normes culturelles.
4. Il existe cependant d'importants débouchés économiques dans les zones pastorales et agropastorales. Les principaux moteurs de la croissance dans ces régions sont: i) la demande du marché en protéines animales, qui devrait doubler d'ici à 2030; ii) les possibilités d'exportation d'animaux vivants et de produits d'élevage, en particulier de viande rouge, en Afrique et au Moyen-Orient; iii) les possibilités d'expansion de l'agriculture pluviale, de la conservation de l'eau et de l'agriculture irriguée, qui peuvent être exploitées sans nuire à la mobilité des communautés pastorales et agropastorales; iv) les nouvelles sources de moyens d'existence et d'emplois; v) le développement des connexions par les routes, le rail et le téléphone portable, ce qui facilite l'accès au marché. Les chaînes de valeur des produits laitiers, de la viande rouge, du cuir, des cultures et du fourrage — au centre des investissements dans le projet proposé — favoriseront le développement de moyens d'existence inclusifs dans les basses terres éthiopiennes.
5. Les changements climatiques, comme en témoignent la fréquence et la gravité accrues des sécheresses et des inondations au cours des deux dernières décennies, continueront d'être un facteur perturbateur majeur pour l'économie éthiopienne et les moyens d'existence de ses habitants — en particulier pour la grande proportion de la population qui dépend des activités agricoles et pastorales pluviales. La désertification, la sécheresse et les inondations devraient avoir un impact négatif sur les ressources en eau, la biodiversité, les cultures, la production forestière et animale, la nutrition, la santé humaine et la production hydroélectrique.

### **Intégration des priorités institutionnelles du FIDA**

6. Le projet est pleinement conforme aux politiques du FIDA, notamment à la Politique d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes (2012), à la Politique relative à l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière (2008), à la Politique de gestion de l'environnement et des ressources naturelles (2012) et aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC, 2017).
7. **Stratégie en matière d'égalité des sexes.** 50% des bénéficiaires seront des femmes. Pour renforcer la participation des femmes en tant qu'acteurs économiques et améliorer leur statut social, le projet: i) promouvra leur participation aux institutions communautaires et locales et aux processus de planification stratégique de l'investissement; ii) soutiendra leur participation égale au développement de la chaîne de valeur; iii) aidera les femmes à développer leurs compétences et leurs capacités entrepreneuriales; iv) leur permettra de bénéficier d'une égalité d'accès aux services financiers et de vulgarisation.
8. **Nutrition.** Reconnaisant le rôle important des sous-secteurs de l'élevage et des cultures dans la lutte contre la malnutrition, le projet comblera les lacunes dans les connaissances nutritionnelles, la manipulation et la conservation des aliments pour améliorer l'apport alimentaire des ménages. En coordination avec les prestataires de services de vulgarisation sanitaire, un programme d'études sur la nutrition sera élaboré et intégré dans les plans de formation des écoles de terrain des zones pastorales et agropastorales portant sur l'agriculture axée sur la nutrition et la consommation d'aliments nutritifs dans des agroécologies variées. La production irriguée sera axée sur les cultures à forte valeur nutritive pour les marchés locaux. L'agriculture axée sur la nutrition sera encouragée par l'accès: i) aux technologies axées sur la nutrition (par exemple, les semences biofortifiées); ii) aux services de vulgarisation agricole centrés sur la nutrition (diversification des cultures, assistance technique et manutention après récolte).

### **Justification de l'intervention du FIDA**

9. Le projet proposé vise à améliorer la résilience des moyens d'existence à l'échelle des régions les plus marginalisées d'Éthiopie. Il créera des synergies avec la troisième phase du Programme d'intermédiation financière rurale, qui est actuellement en phase de conception. Le partenariat de cofinancement avec l'Association internationale de développement (IDA) offre des avantages importants, comme l'ont reconnu les autorités locales, l'IDA et le FIDA, dont: i) une forte qualité technique grâce à un partenariat du savoir, en particulier en ce qui concerne le ciblage pour la parité des sexes et celui des jeunes, la nutrition et les changements climatiques; ii) un investissement à grande échelle; iii) l'efficacité grâce à l'harmonisation de l'administration financière, à des sauvegardes, à la gestion des risques climatiques, à la supervision et au soutien à la mise en œuvre; iv) un rôle de premier plan reconnu dans le soutien aux efforts de développement des pouvoirs publics dans les domaines pastoraux et agropastoraux.
10. Au cours de la mise en œuvre, le FIDA offrira son expertise unique dans les domaines suivants: gestion intégrée des ressources naturelles et des parcours, approches transformationnelles sexospécifiques telles que les méthodologies axées sur les ménages, questions relatives aux peuples autochtones, développement de chaînes de valeur favorables aux pauvres et finance rurale, qui serviront de points d'entrée pour l'engagement politique. Le FIDA s'appuiera sur des partenariats nationaux, en particulier avec les organismes ayant leur siège à Rome, l'Agence allemande de coopération internationale et les centres du CGIAR.

## B. Enseignements tirés

11. Les projets antérieurs, dont le Projet de développement des communautés pastorales, ont permis de tirer des leçons qui ont influencé la conception de ce projet:
  - i) Une approche spatiale et holistique est nécessaire pour soutenir les moyens d'existence pastoraux sur la base d'une compréhension approfondie des besoins de mobilité et de la dépendance aux ressources naturelles.
  - ii) La gestion des parcours et des ressources naturelles et les chaînes de valeur de la zone pastorale et agropastorale devraient être encouragées, parallèlement aux investissements dans les services sociaux et non en concurrence avec eux.
  - iii) Les investissements visant à renforcer l'économie pastorale et agropastorale exigent des compétences techniques spécialisées, ce qui implique la nécessité d'améliorer la coordination et la collaboration avec les ministères pour assurer leur mise en œuvre.
  - iv) L'amélioration de la résilience des moyens d'existence nécessite une orientation de la chaîne de valeur et une attention aux liens commerciaux viables.
  - v) La prise de décisions décentralisée offre la souplesse nécessaire pour répondre à l'évolution des besoins de la collectivité. Afin de répondre à la demande de la communauté et d'offrir la flexibilité nécessaire pour s'adapter à l'évolution du marché, de l'environnement et de la dynamique communautaire, le projet s'appuiera sur des structures décentralisées de mise en œuvre.

## II. Description du projet

### A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles du projet

12. Le projet profitera à environ 2,5 millions de personnes (500 000 ménages) en tant que principaux bénéficiaires, notamment: i) les pasteurs et agropasteurs dans les parcours ciblés; ii) les personnes qui se retirent du pastoralisme ou qui s'intéressent à d'autres moyens d'existence; iii) les communautés dans certains *woredas* qui ont accès aux services sociaux (éducation, santé, eau, services vétérinaires, etc.).
13. La couverture géographique du projet comprend les zones pastorales et agropastorales des régions Afar, Somali, Oromia; Nations, nationalités et peuples du Sud, Gambela et Benishangul-Gumuz. Dans ces zones, le projet interviendra dans une centaine de *woredas*, en adoptant une approche de regroupement des *woredas* pour couvrir les parcours.
14. En améliorant les moyens d'existence des personnes vivant dans les zones pastorales et agropastorales, le projet contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable 1 (Éradication de la pauvreté), 2 (Lutte contre la faim), 3 (Accès à la santé), 5 (Égalité entre les sexes), 6 (Accès à l'eau salubre et à l'assainissement), 8 (Accès à des emplois décents), 13 (Lutte contre le changement climatique) et 15 (Vie terrestre).
15. Les principaux résultats seront mesurés en termes de: i) portée (nombre de bénéficiaires, ventilé par sexe et par âge); ii) augmentation des rendements de certaines cultures et de certains animaux; iii) augmentation de la superficie (en hectares) des terres bénéficiant de pratiques intégrées de gestion durable des ressources naturelles; iv) nombre de personnes ayant un meilleur accès aux services économiques et sociaux (ventilé par type de service et par sexe); v) augmentation en volume et en valeur des produits des chaînes de valeur ciblées commercialisés par les bénéficiaires.

16. L'augmentation de la productivité par animal réduira également les impacts négatifs de la production animale sur l'environnement, produisant ainsi d'importants bénéfices climatiques.

## **B. Composantes, résultats et activités**

17. Le projet adoptera une approche spatiale et paysagère de la planification de la gestion des ressources naturelles productives et soutiendra les actions des pouvoirs publics visant à renforcer les processus de planification au-delà des frontières administratives. S'appuyant sur l'expérience et les résultats du Projet de développement des communautés pastorales en matière de développement institutionnel et de prestation de services, l'approche du développement à l'initiative des communautés fera partie intégrante du mécanisme de planification participative et inclusive de haut niveau du projet, permettant des investissements structurels et transformateurs dans l'utilisation des terres, les parcours et le développement des marchés. L'approche de la chaîne de valeur tirera parti de l'investissement privé, des gains de productivité et des liens commerciaux tout au long des chaînes de valeur, ce qui permettra aux groupes cibles de maintenir et de poursuivre l'intensification des résultats une fois ceux-ci obtenus. Une forte demande du marché sera un critère clé pour la sélection des activités. Le projet sera mis en œuvre au moyen des quatre composantes intégrées résumées ci-dessous.
18. **Composante 1:** La mise en valeur et la gestion intégrées des parcours soutiendront la gestion des parcours dans lesquels les systèmes de production pastoraux et agropastoraux fonctionnent. L'objectif est d'inverser la dégradation, gérer l'empiètement, réhabiliter les parcours et développer la production de fourrage amélioré. La sous-composante 1.1 soutiendra la planification de la gestion intégrée des parcours. La sous-composante 1.2 soutiendra les investissements stratégiques.
19. **Composante 2:** L'amélioration et la diversification des moyens d'existence visent à offrir des débouchés économiques aux femmes, aux hommes et aux jeunes dans les communautés pastorales et agropastorales. La sous-composante 2.1 améliorera les systèmes de production pastoraux et agropastoraux. La sous-composante 2.2 favorisera la diversification des moyens de subsistance et l'accès aux marchés.
20. **Composante 3:** L'amélioration des services de base et le renforcement des capacités visent à améliorer l'accès aux services sociaux et économiques de base et leur utilisation grâce à une approche de développement à l'initiative des communautés. La sous-composante 3.1 fournira les services sociaux de base et l'infrastructure. La sous-composante 3.2 favorisera le renforcement des capacités institutionnelles. La sous-composante 3.3 soutiendra la gestion des savoirs, la recherche et l'appui aux politiques.
21. **Composante 4:** La gestion, le suivi et l'évaluation du projet (S&E) permettront de s'assurer que le projet est géré et mis en œuvre efficacement et en conformité avec l'objectif de développement du programme et avec l'accord de financement, et que ses résultats et son impact sont soigneusement suivis.

## **C. Théorie du changement**

22. Le projet renforcera la résilience par le renforcement: i) de la capacité d'absorption grâce à des interventions de gestion des parcours et des ressources naturelles, à des investissements stratégiques et à l'amélioration de la prestation des services sociaux de base, ce qui aidera les communautés et les systèmes pastoraux et agropastoraux à absorber les chocs de la sécheresse et à réduire les pertes d'actifs; ii) de la capacité d'adaptation, par l'amélioration des moyens d'existence, en aidant les bénéficiaires à adopter une agriculture "intelligente" face aux changements climatiques et en investissant dans des systèmes de recherche qui facilitent l'adaptation aux changements climatiques; iii) de la capacité de transformation grâce aux liens au marché, à la petite irrigation et à la

diversification des moyens d'existence, qui fournissent une base pour le progrès socioéconomique et permettent aux bénéficiaires de réduire leur dépendance vis-à-vis des systèmes agricoles pluviaux<sup>1</sup>.

#### **D. Alignement, appropriation et partenariats**

23. L'IDA et le FIDA ont conjointement aidé l'emprunteur à fournir des services sociaux et un soutien limité aux moyens de subsistance des communautés pastorales et agropastorales au cours des trois phases du Projet de développement des communautés pastorales au cours des 15 dernières années. Conformément au Plan de croissance et de transformation de l'emprunteur, les investissements futurs devraient se concentrer sur la résilience des moyens d'existence, renforcer l'impact, favoriser la réalisation des objectifs de développement durable et adopter la "nouvelle méthode de travail" pilotée par les pouvoirs publics et leurs partenaires de développement.
24. Le programme d'options stratégiques pour le pays 2017-2022 (COSOP) souligne l'engagement du FIDA dans les "régions émergentes" du pays, qui coïncident largement avec les zones pastorales et agropastorales, étant donné la forte incidence de la pauvreté, leur marginalisation et la vulnérabilité de leurs populations aux chocs et tendances négatives. Ce projet s'inscrit pleinement dans les objectifs stratégiques du COSOP<sup>2</sup>.
25. **Alignement.** Le projet est entièrement aligné sur le Plan de croissance et de transformation de l'Éthiopie et sur le Cadre stratégique et politique de développement des zones pastorales, qui est en cours d'élaboration sous la direction du Ministère éthiopien de la paix afin d'améliorer la coordination et orienter les investissements dans les zones pastorales et agropastorales<sup>3</sup>. L'alignement sera assuré par le biais des plateformes de coordination publiques déjà en place, notamment le Conseil de coordination des régions émergentes, qui est composé des ministères impliqués dans le secteur, et le Groupe de travail sur le développement économique rural et la sécurité alimentaire, qui comprend plusieurs institutions publiques et des partenaires de développement.
26. **Harmonisation.** Ce projet est envisagé comme une initiative phare pour mobiliser des investissements supplémentaires auprès des partenaires de développement. Des partenariats du savoir ont été forgés avec l'Agence des États-Unis pour le développement international et l'Agence allemande de coopération internationale. La collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) devrait fournir une assistance technique. Le programme de filet de sécurité productif de l'Éthiopie servira de plateforme pour inciter les acteurs humanitaires, y compris l'État, le Programme alimentaire mondial et d'autres, à harmoniser les interventions de développement prévues avec la fourniture de l'aide humanitaire.

#### **E. Coût, avantages et financement**

27. Les composantes du projet 1 (Mise en valeur et gestion intégrées des parcours), 2 (Amélioration et diversification des moyens d'existence) et 3 (Amélioration des services de base et renforcement des capacités) ont été en partie considérées comme un financement de l'action climatique. Le montant total du financement de l'action climatique du FIDA pour ce projet est de 34 077 221 USD.

<sup>1</sup> L'appendice II fournit une représentation graphique de la chaîne des résultats.

<sup>2</sup> Les objectifs stratégiques du COSOP comprennent: i) le renforcement de la résilience et de la productivité des écosystèmes et des moyens d'existence grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles, en particulier de l'eau; ii) le renforcement des liens avec le secteur privé pour assurer un accès accru et durable aux marchés, au financement et aux technologies agricoles.

<sup>3</sup> Ce cadre s'aligne sur la stratégie de l'Autorité intergouvernementale pour le développement — Initiative de durabilité de la résilience aux catastrophes dues à la sécheresse, qui: i) reconnaît le pastoralisme comme une activité économique viable, appropriée et adaptée aux vastes parcours; ii) accepte que la mobilité pastorale est fondamentale pour assurer la durabilité. Cet alignement favorise l'engagement avec le programme d'implantation communale, les mégaprojets et les projets d'irrigation pour s'assurer qu'ils contribuent à l'amélioration des communautés pastorales et agropastorales.

## Coûts du projet

28. Le projet mobilisera des ressources financières supplémentaires du secteur privé, des contributions communautaires et des pouvoirs publics à divers niveaux. Le FIDA continuera de collaborer avec l'emprunteur pour accroître et suivre la contribution de contrepartie aux activités de projet.

Tableau 1  
**Coûts du projet, par composante et source de financement**  
 (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		IDA		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Mise en valeur et gestion intégrées des parcours	46 757	20,9	173 239	77,5	3 400*	1,5	223 396	49,5
B. Amélioration et diversification des moyens d'existence	22 448	20,5	87 322	79,6	-	-	109 770	24,3
C. Amélioration des services de base et renforcement des capacités	12 208	16,1	55 924	73,8	7 600**	10,0	75 732	16,8
D. Gestion et suivi-évaluation du projet	8 587	20,4	33 514	79,6	-	-	42 101	9,3
<b>Total</b>	<b>90 000</b>	<b>20,0</b>	<b>350 000</b>	<b>77,6</b>	<b>11 000</b>	<b>2,4</b>	<b>451 000</b>	<b>100,0</b>

\* Contribution en nature

\*\* Combinaison de contributions en nature et en espèces

Tableau 2  
**Coûts du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement**  
 (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		IDA		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>I. Dépenses d'investissement</b>								
A. Travaux de génie civil	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Ateliers et formation	12 564	20,4	48 894	79,6	-	-	61 458	13,6
C. Biens et équipement	8 004	20,5	31 137	79,6	-	-	39 141	8,7
D. Véhicules et motocyclettes	746	20,5	2 900	79,6	-	-	3 646	0,8
E. Services	14 530	20,5	56 401	79,5	-	-	70 931	15,7
F. Fonds d'investissement	48 078	19,5	187 025	76,0	11 000**	4,5	246 103	54,6
G. Guichet de réponse aux crises	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>83 922</b>	<b>19,9</b>	<b>326 357</b>	<b>77,5</b>	<b>11 000</b>	<b>2,6</b>	<b>421 279</b>	<b>93,4</b>
<b>II. Dépenses récurrentes</b>								
A. Traitements et salaires	2 190	20,5	8 518	79,6	-	-	10 708	2,4
B. Dépenses de fonctionnement	3 888	20,5	15 124	79,6	-	-	19 012	4,2
Total des charges récurrentes	6 078	20,5	23 643	79,6	-	-	29 721	6,6
<b>Total</b>	<b>90 000</b>	<b>20,0</b>	<b>350 000</b>	<b>77,6</b>	<b>11 000</b>	<b>2,4</b>	<b>451 000</b>	<b>100,0</b>

\*\* Combinaison de contributions en nature et en espèces

\*\*\* L'appendice II de l'accord de financement reflétera celui de l'IDA.

Tableau 3  
**Coûts du projet par composante et par année du projet**  
(en milliers d'USD)

Composante	2019		2020		2021		2022		2023		2024		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
A. Mise en valeur et gestion intégrées des parcours	16 317	7	65 815	29	70 055	31	58 292	26	11 619	5	1 298	1	223 396
B. Amélioration et diversification des moyens d'existence	735	1	24 721	23	24 992	23	22 536	21	21 682	20	15 104	14	109 770
C. Amélioration des services de base et renforcement des capacités	1 221	2	20 495	27	18 653	25	20 877	28	11 967	16	2 519	3	75 732
D. Gestion et suivi-évaluation du projet	10 783	26	6 007	14	5 972	14	6 702	16	6 082	14	6 555	16	42 101
<b>Total</b>	<b>29 055</b>	<b>6</b>	<b>117 039</b>	<b>26</b>	<b>119 672</b>	<b>27</b>	<b>108 408</b>	<b>24</b>	<b>51 350</b>	<b>11</b>	<b>25 476</b>	<b>6</b>	<b>451 000</b>

### Stratégie et plan de financement et cofinancement du projet

29. Le coût total du programme est estimé à 451 millions d'USD sur une période de six ans. Outre le prêt proposé de 90 millions d'USD du FIDA, l'IDA a fourni 350 millions d'USD comprenant un prêt (80%) et un don (20%). Les bénéficiaires devraient fournir 11 millions d'USD en espèces et en nature.

#### Décaissement

30. **Mouvements de fonds et décaissement.** Le projet suivra le mécanisme de mouvement de fonds du pays. Les fonds du FIDA et de l'IDA seront déposés sur deux comptes désignés distincts qui seront ouverts par l'Unité fédérale de coordination du projet du Ministère de la paix auprès de la Banque nationale d'Éthiopie. Le plafond autorisé pour les comptes désignés sera d'un semestre de dépenses prévues sur la base du plan de travail et du budget annuels approuvés. Les fonds provenant des comptes désignés en USD seront transférés sur un compte commun en birr (ETB) qui sera détenu par l'Unité fédérale de coordination du projet. Les fonds seront transférés du compte commun en monnaie locale sur des comptes bancaires en monnaie locale distincts, ouverts par les autres entités d'exécution au niveau fédéral et les bureaux régionaux de développement pastoral. Les bureaux régionaux de développement pastoral transféreront des fonds à des comptes de projet distincts pour les *woredas*, aux équipes d'appui aux groupes de parcours et aux autres entités régionales. Le projet utilisera la méthode de décaissement fondé sur les rapports. Les décaissements seront effectués trimestriellement et couvriront les besoins de liquidités pour les six prochains mois sur la base des prévisions fournies dans les rapports financiers intermédiaires. Les dépenses du projet seront réparties proportionnellement entre le FIDA et l'IDA. Le FIDA financera les impôts conformément à la pratique de l'IDA.

#### Résumé des avantages et analyse économique

31. L'analyse financière montre que les activités ciblées sont commercialement saines. L'analyse économique montre que le projet est économiquement viable. Compte tenu des hypothèses actuelles, le taux de rentabilité économique interne du projet est de 20,4% et la valeur actuelle nette est de 510,2 millions d'USD. Le projet est sensible à l'évolution de certaines variables des modèles (variations des avantages et des coûts, retards dans la réalisation des avantages, taux d'adoption et prix social du carbone), ce qui confirme que des investissements durables dans la nutrition et la santé animales sont essentiels au succès du projet.
32. La valeur économique de la réduction des gaz à effet de serre a été calculée en utilisant EX-ACT, un outil élaboré par la FAO. Les résultats montrent des économies marginales dans les émissions de carbone de 1 247 972 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone, soit 62 399 tonnes d'équivalent dioxyde de carbone par an.

33. Le projet sera transformateur à différents niveaux. Le renforcement de la résilience des ménages bénéficiaires se traduira par de futures économies de coûts pour la réponse humanitaire aux crises, étant donné que le nombre de ménages dépendant d'une assistance vitale en cas de sécheresse ou d'autres chocs sera moindre. On s'attend également à ce que: i) l'amélioration de la nutrition favorise les résultats scolaires des enfants; ii) le renforcement de l'autonomisation sociale et économique des femmes et des jeunes se traduise par une croissance économique plus forte; iii) une meilleure adaptation aux changements climatiques et leur atténuation réduise les conflits à propos des ressources rares dans les écosystèmes pastoraux et agropastoraux fragiles. Ces résultats contribueront à des moyens d'existence durables et résilients, ainsi qu'à une croissance durable dans les zones pastorales et agropastorales.

#### **Stratégie de sortie et durabilité**

34. Le projet est axé sur l'engagement du secteur privé afin de fournir des solutions plus durables et à long terme pour la fourniture de biens et de services.
35. La durabilité sera assurée grâce: i) à l'élaboration de plans de gestion pastorale participative, ancrés dans la tradition et conformes aux meilleures pratiques de gestion des ressources naturelles; ii) à l'efficacité et à la durabilité des systèmes consultatifs pastoraux et agropastoraux; iii) au développement de chaînes de valeur prioritaires axées sur le marché pour les produits laitiers, la viande rouge et le cuir avec la pleine participation du secteur privé; iv) à l'amélioration de la production alimentaire animale pour réduire les coûts de production; v) à l'adoption de technologies hautement productives et financièrement viables, dont on pense qu'elles renforceront la durabilité des activités du projet.

### **III. Risques**

#### **A. Risques liés au projet et mesures d'atténuation**

36. L'atténuation des risques environnementaux et sociaux est un objectif central du projet. Le développement intégré des parcours et les investissements dans la gestion des ressources naturelles contribueront à réduire la dégradation des terres, ce qui améliorera la fourniture de services écosystémiques et favorisera la résolution des conflits. Les risques anticipés et les mesures d'atténuation ont été étudiés lors de la conception du projet, comme indiqué dans la section sur les PESEC ci-dessous.
37. Le risque de la gestion financière du projet est jugé substantiel. Les mesures d'atténuation décrites dans le document de conception aideront à réduire ce risque pendant la mise en œuvre. Le projet bénéficiera de la solidité du système de gestion des finances publiques du pays. Plusieurs aspects de ce système fonctionnent bien, notamment le processus budgétaire, le système de classification et sa conformité avec la réglementation financière. Un autre point fort du projet proposé est la grande expérience du Ministère de la paix et des autorités régionales en matière de gestion des projets financés par des sources extérieures. Ses principales faiblesses en termes de gestion financière sont le taux élevé de rotation du personnel, la pénurie de comptables et d'auditeurs qualifiés, les retards dans la mise en œuvre des recommandations d'audit, les faiblesses persistantes du contrôle interne, la concentration limitée de l'audit interne et les retards dans l'approbation des budgets.

## **B. Catégorie environnementale et sociale**

38. **Procédures d'évaluation environnementale, sociale et climatique** Le projet a été classé dans la catégorie "B" selon les normes de l'IDA, qui seront appliquées tout au long du projet. Un cadre de gestion environnementale et sociale a été élaboré pour s'assurer que les impacts négatifs sont évités ou atténués et que les collectivités touchées sont indemnisées pour toute perte de biens découlant de la mise en œuvre du projet. La mise en œuvre du cadre de gestion environnementale et sociale garantira la conformité aux lois et règlements nationaux et aux normes de l'IDA. En outre, un cadre politique de réinstallation et des documents d'évaluation sociale ont été élaborés pour répondre à des préoccupations spécifiques liées à l'acquisition des terres, à la perte de biens, à la restriction de l'accès aux ressources naturelles et à d'autres questions sociales qui peuvent affecter les groupes vulnérables et les communautés défavorisées. Aucun investissement ne sera fait avant que les personnes touchées ne soient totalement indemnisées.
39. La portée complète des sous-projets et des travaux connexes n'est pas encore connue, car ils seront identifiés dans le cadre d'une approche participative. L'examen des sous-projets comprendra: i) la réalisation d'analyses environnementales et sociales; ii) si nécessaire, l'élaboration d'un plan de gestion environnementale et sociale; iii) l'examen et l'approbation des sous-projets; iv) une consultation publique; v) la divulgation aux niveaux régional et des *woredas*. Avant la mise en œuvre, la Banque mondiale examinera et approuvera, en tant que de besoin, les études d'impact environnemental et les plans de gestion environnementale et sociale propres à chaque site en fonction des orientations et des normes énoncées dans le cadre de gestion environnementale et sociale, en accordant une attention particulière aux sous-projets d'infrastructure sociale et économique tels que les routes et les petits projets d'irrigation.

## **C. Classification au regard des risques climatiques**

40. La reconnaissance et l'atténuation des risques liés aux changements climatiques — notamment la sécheresse, les inondations et les épidémies — sont essentielles à une mise en œuvre efficace et à la réalisation des résultats des projets. Les mesures d'adaptation proposées sont intégrées dans la conception du projet, qui vise à renforcer la résilience des moyens d'existence des communautés pastorales et agropastorales. L'amélioration de la planification, du suivi et de la gestion des parcours est au cœur de la stratégie d'adaptation aux changements climatiques pour les communautés pastorales et agropastorales. Sur la base de plans participatifs de gestion et d'amélioration des parcours, les investissements tels que l'irrigation à petite échelle, la mise en valeur de l'eau et les infrastructures de marché contribuent tous à l'adaptation aux changements climatiques dans les basses terres éthiopiennes. L'amélioration de la productivité des systèmes pastoraux et agropastoraux existants améliore leur robustesse face aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes. En outre, la réduction de la dépendance à l'égard d'un système de production unique grâce à la diversification des moyens d'existence et à l'amélioration de l'intégration des marchés et de l'accès aux marchés contribue puissamment à l'adaptation.

## **D. Soutenabilité de la dette**

41. En 2016 et 2017, la stagnation des exportations, la diminution des réserves en devises et l'échéance des emprunts non concessionnels contractés au cours des cinq dernières années ont entraîné une détérioration des indicateurs de l'analyse de la soutenabilité de la dette du pays pour 2017 du Fonds monétaire international. Le risque de surendettement extérieur est passé à "élevé" tout au long de 2018. En conséquence, les conditions de prêt du FIDA en 2018 se sont assouplies et sont passées de particulièrement favorables à D/PF (un mélange de CSD et de conditions de prêt particulièrement favorables).

## IV. Mise en œuvre

### A. Cadre organisationnel

#### Gestion et coordination du projet

42. Le projet sera mis en œuvre sous la responsabilité générale du Ministère de la paix. Il créera des unités de coordination de projets rationnelles et spécialisées aux niveaux fédéral et régional, dirigées par des comités directeurs fédéraux et régionaux, et des comités techniques. La mise en œuvre reposera en grande partie sur des structures politiques décentralisées. Les activités de projet feront partie intégrante des plans de développement sectoriel et régional approuvés par les parlements régionaux. Des partenariats seront établis avec des instituts de recherche, des universités, le secteur privé et d'autres institutions, et des prestataires de services seront recrutés pour apporter leur soutien dans les domaines où ils ont un avantage comparatif et des capacités élevées.
43. Compte tenu de la nécessité de renforcer les capacités sur le terrain, des équipes de soutien au niveau des *woredas* seront créées. Ils auront le double mandat: i) de fournir un appui technique et renforcer les capacités pour la mise en œuvre au niveau des *woredas*; ii) d'appuyer la planification globale du développement entre les *woredas*. Un coordinateur et un responsable financier du projet soutiendront directement celui-ci dans chaque *woreda*.

#### Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

44. **Gestion financière.** Les autorités éthiopiennes utilisent le système de comptabilité en partie double et la comptabilité de caisse modifiée, comme indiqué dans le manuel comptable. Un manuel de gestion financière a déjà été élaboré pour le projet. Un logiciel comptable autonome sera utilisé, tandis que les systèmes officiels serviront à préparer des rapports distincts pour les autorités. Un plan comptable pour le projet sera élaboré à l'aide du plan comptable officiel afin de saisir les dépenses du projet par source de financement, composante, sous-composante, catégorie et activité. L'Unité fédérale de coordination du projet sera composée d'un responsable principal des finances, de deux responsables des finances, d'un commissaire aux comptes interne principal et d'un comptable. Chaque région devrait également avoir des responsables des finances, des comptables et un commissaire aux comptes interne. Chaque équipe de soutien aux parcours et chaque *woreda* devrait avoir un comptable. La formation en gestion financière est essentielle à la réussite du projet proposé, surtout compte tenu de l'environnement décentralisé dans lequel il sera mis en œuvre et des risques persistants de faible capacité et d'un taux de rotation élevé du personnel. Le projet utilisera les systèmes et procédures de contrôle interne des pouvoirs publics, y compris ceux liés à l'autorisation, à l'enregistrement et à la garde. Les exigences de contrôle propres au projet sont précisées dans le manuel de gestion financière du projet. Bien que toutes les entités chargées de l'exécution disposent d'unités d'audit interne, un commissaire aux comptes interne sera employé pour le projet dans chaque unité de coordination fédérale et régionale. Le projet élaborera des rapports financiers intermédiaires consolidés non audités en rassemblant les rapports des entités de niveau fédéral et des autorités régionales. Ces rapports seront soumis au FIDA et à l'IDA dans les 45 jours suivant la fin de chaque trimestre. L'Unité fédérale de coordination du projet produira des états financiers annuels.
45. **Audit externe.** L'Unité fédérale de coordination du projet sera chargée de faire vérifier les états financiers annuels du projet; les rapports annuels d'audit du projet seront soumis au FIDA et à l'IDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice budgétaire. Le Bureau du vérificateur général fédéral ou un commissaire aux comptes qualifié désigné par ce bureau et jugé acceptable par le FIDA et l'IDA procédera à l'audit conformément aux normes internationales d'audit publiées par la Fédération internationale des experts comptables. Compte tenu du grand nombre d'institutions concernées et afin de respecter le calendrier de réalisation de

l'audit annuel, le commissaire aux comptes procédera à un audit intermédiaire après six mois. Conformément aux politiques du FIDA et de l'IDA, les états financiers vérifiés seront rendus publics.

46. **Gouvernance et lutte contre la corruption.** Le Gouvernement a créé la Commission fédérale éthiopienne d'éthique et de lutte contre la corruption en mai 2001. Le Ministère de la paix dispose d'une unité d'éthique et de lutte contre la corruption, chargée d'agir en cas de soupçon de fraude, de gaspillage ou de mauvaise utilisation des ressources ou des biens. Les structures d'éthique et de lutte contre la corruption des entités chargées de l'exécution, ainsi que les mécanismes de signalement, seront appliqués au projet.

## **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

47. Les plans de travail annuels seront élaborés dans le cadre de processus de planification participatifs ascendants et communautaires, et la planification stratégique d'ordre technique s'appuiera sur des analyses de marché et spatiales, les plans de développement existants et des processus multipartites. Des comités communautaires dans chaque *kebele*, ainsi que des comités techniques au niveau des *woredas* et des régions, assureront l'inclusion, l'alignement et l'harmonisation, ainsi que la pertinence et l'efficacité techniques. Un comité directeur au niveau fédéral, composé de tous les ministères concernés, approuvera le programme de travail et le budget annuels et assurera une large appropriation et coordination de la mise en œuvre.

Les dispositions de S&E du projet combineront des activités de gestion des savoirs avec la mise en place d'un système d'information de gestion robuste et convivial en ligne pour le S&E, l'apprentissage et les rapports. Ce système en ligne comprendra des informations pertinentes pour la planification, l'autocontrôle et le partage des savoirs entre toutes les entités concernées. Il appuiera et reliera tous les systèmes d'information soutenus par le projet pour les différentes composantes, y compris un système d'information d'aide à la décision sur les moyens d'existence des zones pastorales et agropastorales, un système de suivi des parcours et un système de suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre.

### **Innovations et reproduction à plus grande échelle**

48. La conception du projet élargit les approches éprouvées en combinant l'approche de développement à l'initiative des communautés avec une approche de planification spatiale des ressources naturelles et une approche de chaîne de valeur. Sur la base des capacités existantes aux niveaux communautaire, *kebele*, *woreda* et régional, un mécanisme de planification inclusif à l'initiative des communautés sera utilisé pour documenter la prise de décision participative au niveau supérieur. Il sera complété par une analyse de données de haut niveau destinée à évaluer les questions environnementales et climatiques, ainsi que les débouchés commerciaux, afin de maximiser la coordination intersectorielle et l'impact sur le développement. L'approche sera d'abord mise en œuvre dans six systèmes de parcours (un dans chaque région) afin d'en tirer des leçons pour une réplique ultérieure.
49. Le projet mettra à l'essai des solutions innovantes pour remédier aux goulets d'étranglement dans les dispositifs de production, de transformation et de commercialisation des systèmes de production et des chaînes de valeur pastorales et agropastorales. Citons, par exemple, la certification et la traçabilité des produits de l'élevage, l'utilisation de drones pour cartographier les parcours et les pâturages, le pilotage de pépinières d'entreprises d'élevage et un système intégré d'aide à la décision pour fournir des informations sur les prix et les marchés, le statut des pâturages et des points d'eau, et les conflits. Le projet fera également la promotion de technologies novatrices qui améliorent la productivité et la durabilité des parcours. La priorité sera accordée aux technologies: i) qui fournissent des solutions peu coûteuses de protection contre les aléas climatiques; ii) qui sont

adaptées aux besoins des jeunes et des femmes; iii) qui contribuent à améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire.

### **C. Plans de mise en œuvre**

#### **Plan de préparation à la mise en œuvre et de démarrage**

50. L'IDA a fourni un financement rétroactif. Le projet a déjà démarré en juillet 2019.

#### **Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement**

51. La supervision du projet sera assurée conjointement par l'IDA, le FIDA et l'emprunteur. Le FIDA se concentrera sur les priorités du Fonds telles que le ciblage de l'égalité des sexes et de la jeunesse, les changements climatiques et la nutrition pour faire en sorte que la mise en œuvre produise les résultats attendus.

### **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

52. Un accord de financement du projet entre la République fédérale démocratique d'Éthiopie et le FIDA constituera l'instrument juridique permettant d'accorder le financement proposé à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
53. La République fédérale démocratique d'Éthiopie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
54. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

### **VI. Recommandation**

55. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République fédérale démocratique d'Éthiopie un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à soixante-cinq millions trois cent trente mille droits de tirage spéciaux (65 330 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Gilbert F. Hougbo  
Président

# Negotiated financing agreement

NEGOTIATED TEXT

17 July 2019

LOAN NO.

Project name: Lowland Livelihood Resilience Project, "the Project" or "LLRP"

The FEDERAL DEMOCRATIC REPUBLIC OF ETHIOPIA (the "Borrower")

and

The INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower has requested financing from the Fund for the purpose of financing the LLRP;

WHEREAS, the Project shall be co-financed by the International Development Association (IDA);

WHEREAS, the Borrower and the International Development Association have entered into a Financing Agreement dated \_\_\_\_\_ (the "IDA Agreement") to provide financing for the Project;

WHEREAS, the Fund has agreed to co-finance the Project and provide a loan for the activities described in Schedule 1 to this Agreement;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), the Special Covenants (Schedule 3) and the General Conditions. In the event of a conflict between this document and any of the Schedules, the provisions of this document shall take precedence.
2. All provisions of the Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") shall apply to this Agreement except for the provisions identified in Section E paragraph 3 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower which the Borrower shall use to implement the LLRP in accordance with the terms and conditions of this Agreement.
4. For the purpose of this Agreement:

"PIM" means the Project Implementation Manual prepared under the IDA Agreement;

"Procurement Manual" means the Manual prepared under the IDA Agreement;

"Financial Manual" means the Manual prepared under the IDA Agreement.

## Section B

1. The amount of the Loan is sixty five million three hundred thirty thousand Special Drawing Rights (65 330 000 SDR).
2. The IFAD Loan shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of forty (40) years, including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the US dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 8<sup>th</sup> of July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15<sup>th</sup> April and 15<sup>th</sup> October.
6. There shall be one segregated Designated Account in USD for IFAD funds, for the exclusive use of the Project opened at the National Bank of Ethiopia (NBE). The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
7. There shall be a Project Operations pooled Account in Ethiopian Birr opened by the MoP/F-PCU.
8. Beneficiaries shall provide counterpart financing for the Project in an amount equivalent to approximately Eleven Million US dollars (USD 11 000 000), part in cash and part in kind.

## Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Peace of the Borrower.
2. Additional Project Parties include those parties responsible for the implementation of any part of the project and any other parties deemed necessary by the Lead Project Agency.
3. A Mid-Term Review will be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project/.
4. The Project Completion Date shall be the approximately six years after the date of entry into force of this Agreement or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions. The Agreement shall enter into force on the date of receipt by the Fund of the instrument of ratification.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the Cooperating Institution procurement guidelines.

6. Financial Management practices shall be organized in accordance with those of the Cooperating Institution.

#### Section D

The Financing shall be administered by the IDA as the Cooperating Institution. The Project shall be supervised jointly by IDA and the Fund.

#### Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower to request disbursements under IFAD Financing:

- a) The PIM has been waived or amended without the prior agreement of IFAD and/or IDA.
- b) the right of the Borrower to withdraw the proceeds under the IDA Agreement has been suspended, cancelled or terminated, in whole or in part, or the IDA Loan has become due and payable prior to the agreed maturity thereof.
- c) The Project Manager or other key Project staff have been removed from the Project without the prior consultation with the Fund;
- d) the IDA Agreement has been terminated.

2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- a) Establishment of Federal and Regional Steering Committees.
- b) The Effectiveness Conditions under the IDA Agreement have been met by the Borrower.

3. The following provisions of the General Conditions shall not apply to this Agreement:

- (a) Section 7.05 (Procurement); the procurement of goods, works and services to be financed out of the proceeds of the financing shall be subject to and governed by the IDA Procurement Guidelines as amended from time to time.

4. This Agreement is subject to ratification by the Borrower.

5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the [Borrower]:

[click and type title of the representative]  
[click and type the name and address of the ministry]

For the Fund:

[click and type Title]  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower and shall enter into force as provided for in the General Conditions.

[CLICK AND TYPE THE NAME OF THE COUNTRY]

\_\_\_\_\_  
[insert NAME of the Authorised Representative]  
[insert his title]

Date: \_\_\_\_\_

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Gilbert F. Houngbo  
President

Date: \_\_\_\_\_

# Schedule 1

## Programme Description and Implementation Arrangements

### I. Programme Description

1. Schedule 1 "Project Description" of the IDA Agreement applies to this Agreement.

### II. Implementation Arrangements

1. Schedule 2 Section I "Implementation Arrangements" of the IDA Agreement apply to this Agreement. This includes, among others, the "Manuals", and the "Safeguards" provisions.

The Borrower shall prepare and furnish to the Fund for its approval, not later than April 30th of each year during the implementation of the Project, or such later date as the Fund may agree, the Annual Work Plans and Budgets ("AWPB"), including procurement plans, containing all proposed sub-projects to be carried out in the following fiscal year, and finalize the AWPB, taking into account the Fund's comments and views thereon.

The Borrower shall cause each Region, Woreda and Kebele to implement, monitor and evaluate its respective activities, in accordance with the provisions set forth in this Agreement and the AWPB approved by the Fund; and shall not revise any approved AWPB without the prior written agreement of the Fund.

#### 10. Project Implementation Manual

The Borrower shall carry out the Project also in accordance with the PIM. The Borrower will finalize the development of the Project Implementation Manual (PIM) for the Fund's consideration and approval. The PIM will include, inter alia, a comprehensive financial management section, will provide more details on roles and responsibilities of Project and implementing parties, the establishment of a grievance redress mechanism and include internal audit requirements. Any revisions to the PIM shall have to be previously approved by the Fund.

## Schedule 2

### Allocation Table

#### 1. Allocation of Loan Proceeds.

(a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD)	Allocation net of other financiers' contribution, including government
I. Goods, services and input – 1	64 600 000	Such percentage as agreed by the Association and IFAD and communicated to the Borrower.
II. Goods, services and input - 2	730 000	Such percentage as agreed by the Association and IFAD and communicated to the Borrower.
TOTAL	65 330 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Goods, services and input – 1 – It includes Goods, works, non-consulting services and consulting services for the Project and Operating Costs

Goods, services and input – 2 – It includes Savings Leverage Grants to RUSACCOs under Part 2.2 (c) of the Project as illustrated in the IDA Project Appraisal Document (PAD).

## Schedule 3

### Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. **Planning, Monitoring and Evaluation.** The monitoring and evaluation of environmental indicators will be further refined on the basis of the finding of the ESIA and Feasibility Studies. The ESIA shall include feasible and cost-effective measures to maximize opportunities and prevent or reduce significant negative impacts.
2. **Compliance with Safeguards.** The Borrower shall ensure that the Project will be implemented in compliance with the safeguards provisions specified in the IDA Agreement and as outlined in the Project Implementation Manual. Resettlement of 20 or more people (when sub-projects involve land acquisition, or loss of assets, or access to assets on the land,) will require a resettlement action plan, and no investments will be made before any affected people are fully compensated.
3. **Anticorruption Measures.** The Borrower shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations, taking appropriate action to prevent, mitigate and combat Prohibited Practices.

# Logical framework

## Project Development Objectives(s) To Improve Livelihood Resilience of Pastoral and Agro-Pastoral Communities in Ethiopia

### Project Development Objective Indicators

Indicator Name	DLI	Baseline	End Target
<b>To improve Livelihood Resilience of Pastoral and Agro-Pastoral Communities in Ethiopia</b>			
Land area under sustainable landscape management practices (CRI, Hectare(Ha))		0.00	700,000.00
Increase in Yield of Targeted Commodities (Livestock and Crop) (Percentage)		0.00	25.00
People with Improved Access to Economic and Social Services ( of which 50% Female and 20% Youth) (Number (Thousand))		0.00	1,250.00
Farmers reached with agricultural assets or services (CRI, Number)		0.00	1,500,000.00
Farmers reached with agricultural assets or services - Female (CRI, Number)		0.00	600,000.00

### Intermediate Results Indicators by Components

Indicator Name	DLI	Baseline	Intermediate Targets	End Target
			1	
<b>Integrated Rangeland Development and Management</b>				
Project beneficiaries with Improved Access to Key Natural Resources ( of which 50% Female and 20 % Youth) (Percentage)		0.00		50.00
Rangeland Management and Investment Plans (RMIPs) Under Implementation (Number)		0.00		70.00
Project Area with Increased NDVI/Biomass Index Corrected for Climate Change (Percentage)		0.00		30.00
Number of Strategic Economic Infrastructure Investments Operational (Number)		0.00		300.00

Indicator Name	DLI	Baseline	Intermediate Targets	End Target
			1	
<b>Livelihoods Improvement and Diversification</b>				
Beneficiaries Participating in Diversified Livelihoods Activities (of which 50 % Female and 20 % Youth) (Number)		0.00		200,000.00
RUSACCOs and Unions Supported by the Project (Number)		0.00	500.00	520.00
Project Beneficiaries with Access to Rural Financial Services (60 % female and 20 % Youth) (Number)		0.00		50,000.00
Farmers adopting improved agricultural technology (CRI, Number)		0.00		100,000.00
Farmers adopting improved agricultural technology - Female (CRI, Number)		0.00		30,000.00
Farmers adopting improved agricultural technology - male (CRI, Number)		0.00		70,000.00
Increased Volume of Marketed Commodities, in targeted Value Chains by Project Beneficiaries (Percentage)		0.00		25.00
<b>Improving Basic Services and Capacity Building</b>				
Community Sub-Projects Operational (Percentage)		0.00		90.00
Knowledge Products with Policy Implications for Pastoral and Agro-Pastoral Systems Completed (Number)		0.00		30.00
Targeted Clients Satisfied with Livestock, veterinary and Agricultural Extension Services (Percentage)		0.00		80.00
<b>Project Management, Monitoring and Evaluation</b>				
Project Direct Beneficiaries (of which 50% female and 20% youth) (Number)		0.00		2,500,000.00

# Results chain

